

Art. 8. — Les deux Parties renoncent réciproquement au remboursement de leurs frais de guerre, c'est-à-dire de leurs dépenses militaires, aussi bien qu'au remboursement des pertes de guerre, c'est-à-dire de celles causées à l'Etat ou aux particuliers par des mesures militaires prises, en y comprenant celles provenant des réquisitions, qu'elles soient, faites chez l'ennemi.

Art. 9. — Les prisonniers de guerre des deux pays seront libérés dans le plus bref délai possible. Les formalités de l'échange des prisonniers sont déterminées dans l'annexe au présent article.

*Remarque 1.* — Sont considérés comme prisonniers de guerre, les individus capturés et n'ayant pas pris du service dans les armées de l'Etat qui les a capturés.

*Remarque 2.* — Les prisonniers de guerre capturés par des troupes irrégulières et n'ayant pas pris du service dans les rangs de ces troupes sont soumis au repatriement dans les conditions ordinaires.

*Annexe à l'article 9.*

1. Les prisonniers de guerre des deux Parties contractantes seront rapatriés, pour autant qu'ils ne désirent pas rester dans le pays où il se trouvent, avec l'agrément du gouvernement de ce pays ou s'en aller dans quelque autre pays.

2. Les délais dans lesquels l'échange des prisonniers de guerre sera effectué seront arrêtés entre les deux gouvernements après la ratification du traité de paix.

3. Au moment de leur libération, on restituera aux prisonniers ce qui leur a été, en vertu de dispositions prises par les autorités du gouvernement qui les a capturés, et on leur versera aussi le montant des salaires qui leur seront dus on la partie des dits salaires qui aura pu leur être retenue.

4. Chacune des Parties contractantes s'engage à rembourser les frais d'entretien de ses citoyens tombés en captivité, pour autant que ces dépenses n'ont pas été couvertes